

Bulletin d'histoire politique

Les raisons du vote massif des Québécois au référendum

Guy Lachapelle



Volume 4, numéro 3, printemps 1996

Bilan du référendum de 1995

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1063544ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1063544ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Association québécoise d'histoire politique
Septentrion

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Lachapelle, G. (1996). Les raisons du vote massif des Québécois au référendum. *Bulletin d'histoire politique*, 4(3), 23–26. <https://doi.org/10.7202/1063544ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1996

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

LES RAISONS DU VOTE MASSIF DES QUÉBÉCOIS AU RÉFÉRENDUM

Guy Lachapelle

Université Concordia

Dès le début de la campagne référendaire, la question du taux de participation des citoyens du Québec demeurait une énigme et constituait à plus d'un regard un facteur central pouvant modifier de manière substantielle le résultat de scrutin. Lors du référendum de 1980, le taux de participation avait été de 85,6 %, alors qu'il ne fut que de 82,8 % à celui de 1992 sur l'entente de Charlottetown. Cette année, avec un taux de participation record de 93,5 % et des scores au-delà de 89,8 % dans toutes les régions du Québec — le plus haut taux étant enregistré dans les 5 circonscriptions de Laval (95,3 %) —, il faut s'interroger sur les motifs qui ont amené les électeurs à voter de la sorte.

Participer au processus électoral et voter constituent deux phénomènes fort différents dans nos démocraties modernes. Un fort taux de participation (acte individuel) à des activités politiques et partisanes devrait normalement se traduire par un fort taux de participation électoral (acte collectif). Expliquer pourquoi un électeur sent la nécessité de participer activement à une campagne référendaire demeure aussi intéressant que de se demander ce qui le motive à appuyer un camp plutôt que l'autre.

L'une des explications les plus courantes pour expliquer un haut taux de participation est d'abord la confiance de l'électeur dans le fait que voter aura une incidence sur le résultat référendaire. Lors de la première phase du sondage réalisé du 21 au 25 octobre, seulement 22,6 % contre 62,8 % des personnes interrogées affirmaient que la campagne référendaire avait permis d'aller au fond de la question sur l'avenir du Québec. Toutefois, la très grande majorité des électeurs (57,7 %) affirmaient que voter Oui signifiait un mandat clair donné à Lucien Bouchard pour aller négocier le partenariat avec Ottawa. Voter Non signifiait que Jean Chrétien devait entrevoir une réforme du fédéralisme (63,3 %).

Les citoyens doivent également être convaincus que leur vote pourra être bénéfique à un candidat plutôt qu'à un autre. De tous les événements

de la campagne référendaire (études Le Hir, prévisions apocalyptiques de Paul Martin sur la perte d'emplois, propos de M. Garcia, interventions de Laurent Beaudoin), les répondants ont mentionné à 92,4 % qu'ils avaient accordé beaucoup (32,2 %) ou assez d'importance (60,2 %) à la nomination de Lucien Bouchard comme négociateur en chef. De plus, 49,4 % des électeurs affirmaient que c'est la confiance que leur inspirait le chef bloquiste, davantage que sa personnalité ou ses arguments, qui les attirait. De plus, c'est Lucien Bouchard qui a offert la meilleure performance (50,0 %) durant la campagne référendaire. Celle de Jacques Parizeau vient au deuxième rang, mais ne reçoit que 9,5 % d'appui. On peut donc penser que voter Oui représentait pour plusieurs électeurs une façon de partir un jugement critique à l'égard aussi bien du leadership de Jacques Parizeau que celui des tenants du Non.

Un troisième élément essentiel est la perception des électeurs que la lutte entre les deux options est serrée. Les sondages peuvent jouer ici un rôle déterminant. En démontrant que les jeux ne sont pas faits et en soulignant l'importance de tous les votes, les électeurs prennent alors conscience de l'effet objectif de leur vote sur le succès ou l'échec d'une des deux options. Comme on peut le noter dans le tableau ci-dessous, les électeurs ont accordé une grande importance aux derniers sondages de la campagne (35,9 %).

La dernière semaine avant le référendum

Dites-moi si vous avez accordé beaucoup, assez, peu ou pas du tout d'importance à ces événements de la dernière semaine de la campagne référendaire.

	Beaucoup	Assez	Peu	Pas du tout
La manifestation des Canadiens des autres provinces pour le Non	22,3	21,3	23,7	32,8
La publication des derniers sondages de la campagne	11,4	24,5	28,1	36,0
L'allocation télévisée de premier ministre Jean Chrétien	9,7	14,6	26,3	49,4
Les déclarations du président des États-unis sur le libre-échange	8,7	13,9	27,6	49,8

Source: Enquêtes SONDAGEM/*Le Devoir*/Lachapelle/Noreau, réalisé du 2 au 6 novembre 1996 auprès de 934 répondants.

Une dernier facteur joue également un rôle non négligeable: la participation active des citoyens à la campagne référendaire. Pour mesurer cet élément, l'enquête demandait aux personnes interviewées si elles avaient fait un certain nombre de gestes partisans durant la campagne. Un fort pourcentage de répondants (42,0 %) ont mentionné qu'ils ont cherché à convaincre des membres de leur entourage à voter pour le Oui ou le Non. Plus de francophones (44,3 %) que de non-francophones (32,0 %) ont agi de la sorte. Il y a peut-être ici une relation entre le mot d'ordre lancé par Jacques Parizeau aux troupes du Oui de convaincre au moins un indécis. Ce comportement est plus manifeste chez les répondants ayant un taux de scolarité élevé. Plusieurs souverainistes se sont probablement sentis interpellés et, en jouant la carte de l'influence personnelle, ils ont sans doute réussi à convaincre un certain nombre d'électeurs de voter.

Finalement, comme l'importance des enjeux référendaires excédait le coût d'aller voter, un nombre record de citoyens ont donc choisi d'aller voter. Lors d'une consultation de type référendaire, le gain s'accroît puisque chaque vote a la même valeur, dans la mesure où les taux de participation des francophones et des non-francophones lors du référendum semblent identiques. Toutefois, comme l'exercice référendaire avait aussi pour objectif de préparer la liste permanente des électeurs, un certain nombre d'entre eux ont pu trouver une raison supplémentaire de s'inscrire.

Dès le début de la campagne référendaire, le taux de participation de la population francophone demeurait un sujet de préoccupation des stratèges du Oui. Compte tenu de l'appui de cette strate de l'électorat au Oui, il devenait impérieux pour les forces souverainistes de les mobiliser pour espérer l'emporter. Plusieurs activistes des milieux non francophones tenaient d'ailleurs pour acquis au début de la campagne référendaire que les francophones voteraient en moins grand nombre que les non-francophones.

Lors du référendum de 1980, la question de l'appui des francophones au Oui avait suscité un vif débat. Les analyses subséquentes ont d'ailleurs établi que le taux de participation des non-francophones avait probablement atteint près de 90 %, alors que celui des francophones se situait vraisemblablement autour de 85 %. Le vote non francophone n'avait donc pas le même poids que le vote francophone en 1980. Aujourd'hui, en 1995, il faut plutôt parler d'un taux de participation relativement semblable entre ces deux types d'électeurs. Dans les circonscriptions comptant moins de 50 % de francophones, on observe un taux de participation relativement semblable (94,6 %) à celui des circonscriptions où l'on retrouve plus de 90 % de francophones (93,0 %).

À ceux et celles qui croyaient au début de la campagne référendaire que les jeux étaient faits et, qu'à moins d'événements conjoncturels importants, l'issue du référendum était déjà scellée, il faut dire que les campagnes électorales et référendaires renferment toujours des surprises. L'électorat québécois a déjoué les prédictions des plus pessimistes quant au succès du camp du Oui (40-60) et des plus optimistes quant à la victoire du Non (55-45).

Les Québécois se sont rendus aux bureaux de scrutin en grand nombre parce qu'ils estimaient que ce geste pouvait modifier le résultat. Ils ont donné également un appui non équivoque à Lucien Bouchard. La perception que la lutte demeurait serrée, les sondages insistant sur ce fait, couplée à une activité partisane soutenue, ont donc joué en faveur d'un taux de participation élevé. Le référendum de 1995 demeurera à ce titre un moment unique de la démocratie québécoise.